

DÉBAT *L'initiative Ecopop veut limiter l'immigration pour préserver les ressources naturelles. Membre du comité d'initiative, Philippe Roch croise le fer avec la Verte Adèle Thorens.*

Ecopop est-elle bonne pour la planète?

SERGE GUMY



30 novembre Ils sont amis et partagent de profondes convictions écologistes. Pourtant, la coprésidente des Verts suisses Adèle Thorens, par ailleurs conseillère nationale vaudoise, et le Genevois Philippe Roch, ancien directeur de l'Office fédéral de l'environnement, sont divisés au sujet de l'initiative Ecopop.

Pour rappel, le texte veut plafonner le solde migratoire annuel de la Suisse – en clair, la différence entre l'immigration et les départs – à 0,2% de la population résidante. Ecopop entend aussi attribuer 10% du budget de l'aide suisse au développement à la planification familiale volontaire dans les pays bénéficiaires. Est-ce le bon moyen pour atteindre «la préservation durable des ressources naturelles», comme le soutient l'initiative? Adèle Thorens et Philippe Roch en débattent.

Philippe Roch, la Suisse comptait 8,14 millions d'habitants à la fin 2013. Qu'est-ce qui vous inquiète?

Philippe Roch (PHR): Les habitants de ce pays consomment 4 ou 5 fois ce que ce territoire peut produire. Et même avec un niveau de développement très bas dans certains pays, les humains utilisent par année déjà une fois et demie les ressources de la planète. Nous consommons donc trop. Nous sommes trop nombreux à consommer trop.

Mais pourquoi vouloir régler au niveau de la petite Suisse un problème planétaire?

PHR: La Suisse a un très haut niveau de développement et de consommation, et elle est regardée par beaucoup comme un modèle. Nous ne pouvons donc pas donner l'exemple d'un pays qui profite des ressources du reste du monde au mépris de leur utilisation durable.



«A continuer comme cela, nous irons droit dans le mur»

PHILIPPE ROCH

Adèle Thorens, les Verts sont prompts à dénoncer la consommation effrénée des ressources de la planète. Ne faut-il pas commencer par montrer l'exemple ici?

Adèle Thorens (AT): 100% d'accord avec le constat de Philippe Roch. Nous, les Verts, avons d'ailleurs déposé une initiative populaire pour une économie verte. Elle vise la réduction, à l'horizon 2050, de l'empreinte écologique de la Suisse à l'équivalent des ressources d'une seule planète. Ecopop, en revanche, n'est pas le bon instrument pour atteindre cet objectif.

Pourquoi?

AT: L'initiative se concentre sur un seul paramètre, la population. Et Ecopop pose un problème d'échelle. A mon avis, il n'y a pas de problème de surpopulation en Suisse, mais plutôt une concentration de la population dans certaines régions, qui découle elle-même de la surchauffe de la croissance économique.

A quoi attribuer cette surchauffe?

AT: Elle résulte de politiques fiscales et d'aménagement du territoire très agressives de collectifs publics, dans le but d'engranger un maximum de recettes fiscales. Or, ces autorités se retrouvent parfois dépassées par leur succès. Résultat: le marché du logement est sec, comme à Genève, les autoroutes sont saturées, les trains sont bondés. Ce développement effréné peut porter atteinte à la qualité de vie de la population locale. Sans compter que les recettes fiscales et les emplois des entreprises qu'on importe vont manquer ailleurs. Ce développement n'est ni équilibré, ni équitable.

Vous reconnaissez que la croissance, au moins économique, peut poser problème.

Mais alors, pourquoi ne votez-vous pas oui à Ecopop?

AT: Parce que la fermeture des frontières n'est pas une solution.

PHR: Ecopop ne ferme pas les frontières, il n'y en a plus. L'initiative demande juste une meilleure attribution des permis d'établissement en Suisse. Si on l'avait appliquée en 2013, on aurait pu donner un permis à 96 000 étrangers, compte tenu des gens qui ont quitté le pays. Par ailleurs, les étrangers vivant aujourd'hui en Suisse ne sont absolument pas touchés.

AT: L'initiative plafonne malgré tout l'immigration. Et n'en déplaise à Philippe Roch, Ecopop envoie un signal de fermeture, de discrimination envers les étrangers, à qui l'on dit: c'est vous qui polluez, vous ne venez pas chez nous. Mais nous sommes tous le problème! Nous devons tous changer notre mode de vie. Vu sous cet angle, je crains au contraire qu'Ecopop ne déresponsabilise les habitants de ce pays. Quant aux étrangers qui ne viendront pas en Suisse, ils ne réduiront pas pour autant leur empreinte écologique et risquent d'être nombreux à se transformer en frontaliers, ce qui entraînera un accroissement du trafic.

PHR: Reste les chiffres. L'augmentation de la population en Suisse a atteint 100 000 personnes en 2013 (16 000 dues à l'excédent de naissances par rapport aux décès, 80 000 liées à l'immigration). A Ecopop, nous disons que c'est trop. Cela équivaut à une ville comme Winterthur, c'est presque Lausanne, chaque année, sur un pays petit qui perd chaque seconde un mètre carré de territoire sous les constructions.



«Ecopop envoie un signal de discrimination des étrangers»

ADÈLE THORENS

Je souhaite donc, avec la votation sur Ecopop, secouer le prunier politique. La plupart des politiciens ont les mains prises dans l'engrenage. Ils n'osent pas arrêter la machine qui s'emballe, parce qu'ils ont peur pour la croissance économique et pour le financement des assurances sociales. Or, à continuer comme cela, nous irons droit dans le mur. Et plus nous serons allés loin dans cette voie, plus violent sera le choc.

Une Suisse à 9 à 12 millions d'habitants, comme Ecopop en agite le spectre, ça vous inquiète?

AT: Tout dépend de la manière dont les gens vivent, d'où ils vivent et de la manière dont notre économie fonctionne. A l'échelle suisse, ce n'est pas pertinent de fixer un chiffre pour la croissance démographique. C'est à l'échelle locale que les collectivités doivent débattre de leur développement. Pour ma part, je ne veux pas une Suisse de petits chalets partout. J'ai grandi à la campagne, mais j'ai aussi vécu à Paris, je vois les avantages des deux modes de vie. Ce sont les populations locales qui doivent choisir le leur.

PHR: Dans la réalité, quand on voit comme on f... en l'air l'Arc lémanique, ce n'est pas du tout ça qui se passe. Si on n'impose pas quelque part des chiffres dans la Constitution fédérale, le parlement ne prendra jamais les bonnes décisions. Imaginez l'initiative Weber sur les résidences secondaires sans la limitation à 20%, il ne se serait rien passé. A un moment donné, le peuple suisse dit: ça suffit, et impose des repères. Ce que fait Ecopop pour la démographie. I

«Le peuple se sent abandonné»

Les grues poussent partout. N'y a-t-il pas besoin de mettre un frein à cette frénésie de constructions?

Adèle Thorens (AT): Oui, il faut stopper le dumping territorial qui veut que les communes se dotent de zones à bâtir surdimensionnées dans l'espoir d'attirer le maximum d'habitants. Nous y travaillons dans le cadre de la nouvelle loi fédérale sur l'aménagement du territoire, acceptée par le peuple en votation.

Philippe Roch (PHR): Mais il a, là aussi, fallu la pression populaire sur les milieux politiques! Leur opposition brutale à Ecopop m'inquiète profondément, d'ailleurs. Les gens se sentent abandonnés dans leur amour de la Suisse. Ils aiment

la Suisse pour ses paysages, ses équilibres que l'on réalise beaucoup mieux dans des collectivités à taille humaine que dans des grandes villes. Et quand le peuple ressent que le monde politique, pour ne pas dire la «clique» tellement elle est uniforme, reste sourde à ses craintes, il sonne l'alarme.

Les partisans d'Ecopop se sont fait taxer de xénophobes, de fascistes en birkens-tocks. Le conseiller fédéral Alain Berset a dit que leur initiative constituait «presque un crime». D'accord avec ces propos?

AT: Non. Je n'en suis pas moins choqué par l'idée de rejeter la responsabilité de nos problèmes environnementaux sur les gens qui viennent en Suisse. C'est

discriminatoire et ce sera perçu comme tel par l'Union européenne. Les conséquences d'un oui le 30 novembre sur nos relations bilatérales seraient par conséquent fatales.

PHR: Cessons de diaboliser Ecopop. Qu'il y ait des racistes ou des xénophobes qui voteront pour notre initiative, c'est bien possible. Mais je n'ai jamais entendu la moindre réflexion de ce type dans la bouche des gens du comité d'initiative. Quant à l'UE, il n'est pas du tout nécessaire de remettre en cause l'accord sur la libre circulation des personnes avec elle. Il suffit que nos autorités l'appliquent avec rigueur. Aujourd'hui, elles laissent faire tout et n'importe quoi. SG

AGIR SUR LA NATALITÉ À L'ÉTRANGER

Philippe Roch, combien avez-vous d'enfants?

Philippe Roch (PHR): Deux.

J'en ai quatre. Suis-je un inconscient ou un criminel?

PHR: Je ne vous jugerai pas sur le nombre. Mais si chaque famille a quatre enfants, c'est le désastre. Les derniers lieux dans le monde où il y a trop de naissances par rapport à leur équilibre écologique, ceux à qui Ecopop s'intéresse, sont des pays où les femmes sont soumises à une culture qui les écrase et à un sous-développement économique.

AT: Mais alors, pourquoi votre initiative se concentre-t-elle sur les

mesures volontaires de planning familial? Pour moi, l'enjeu est beaucoup plus large. L'objectif devrait plutôt être l'éducation des filles au sens large, leur autonomie et le développement économique de leur pays. C'est de la sorte qu'on peut les inciter à avoir moins d'enfants.

PHR: C'est exactement comme ça que je l'entends. L'initiative ne demande pas du tout la distribution de 200 millions de préservatifs en Afrique, comme le soutiennent ceux qui veulent la diaboliser. Et de toute manière, il reviendra au parlement de concrétiser dans la loi ce qu'il entend par planification volontaire des naissances. SG



Samedi, à Lausanne, le Collectif vaudois de soutien aux migrants a manifesté contre l'initiative Ecopop, qu'il juge «xénophobe». KEYSTONE